

**Convention collective régionale**

IDCC : 2025. – **TRAVAIL DES ACTIVITÉS MINIÈRES DE GUYANE**  
**(9 juillet 1998)**

(Etendue par arrêté du 11 janvier 1999,  
*Journal officiel* du 20 janvier 1999)

**AVENANT N° 1 DU 3 MAI 2005**  
**RELATIF AU TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF**

NOR : *ASET0551333M*

IDCC : *2025*

Entre :

La fédération des opérateurs miniers de la Guyane (FEDOMG), représentant les employeurs du secteur minier de Guyane,

D'une part, et

La confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) ;

L'union nationale des syndicats autonomes (UNSA),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Temps de travail effectif*

Le temps de travail effectif suit la définition légale, soit « le temps pendant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et doit se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles ».

Les temps de pause, de repas, de douche, ne sont pas compris dans le temps de travail effectif.

Entrent dans le temps de travail effectif les temps d'habillage et de déshabillage pris lorsqu'il y a nécessité de port d'équipements spéciaux (en dehors des équipements de protection individuelle standard, comme chaussures, gants, lunettes), ou lorsqu'un règlement particulier d'entreprise impose le port de tenues spéciales par les salariés.

## **Article 2**

### *Temps de déplacement professionnel*

Pour les salariés travaillant à la mine

Le lieu de travail étant défini comme la base de vie.

Les points de rassemblement étant des sites où est effectué le ramassage, le cas échéant, des salariés pour leur transport vers le lieu de travail au moyen de vecteurs mis en place par l'employeur.

Le domicile étant déclaré par le salarié comme établi en Guyane, en zone accessible dans des conditions normales. Il est établi le tableau 1 ci-après.

*(Voir tableau page suivante.)*

TABLEAU I

TEMPS DE DÉPLACEMENT PROFESSIONNEL				
Temps de déplacement inférieur à 8 heures.	Temps de déplacement du domicile du salarié à la base de vie.	Non compris dans le temps de travail effectif.	Non indemnisé.	
	Temps de déplacement du domicile du salarié au point de rassemblement.	Non compris dans le temps de travail effectif.	Non indemnisé.	
	Temps de déplacement du point de rassemblement à la base de vie.	Non compris dans le temps de travail effectif.	Non indemnisé.	
Temps de déplacement supérieur à 8 heures.	Temps de déplacement du domicile du salarié à la base de vie.	Non compris dans le temps de travail effectif.	Indemnisé par équivalence sur la base du taux horaire du salarié.	
	Temps de déplacement du domicile du salarié au point de rassemblement.	Non compris dans le temps de travail effectif.	Indemnisé par équivalence sur la base du taux horaire du salarié.	
	Temps de déplacement du point de rassemblement à la base de vie.	Non compris dans le temps de travail effectif.	Indemnisé par équivalence sur la base du taux horaire du salarié.	
Temps de déplacement de la base de vie aux chantiers.		Compris dans le temps de travail effectif.	Payé aux conditions contractuelles entre l'employeur et le salarié.	

Un employeur ne peut pas sanctionner un salarié victime d'un retard dû à des circonstances indépendantes de sa volonté, justifiables, et qui de ce fait ne peuvent lui être imputées.

Pour les salariés travaillant au siège

Le temps de déplacement professionnel pour se rendre sur le lieu d'exécution du contrat de travail n'est pas un temps de travail effectif.

Toutefois, s'il dépasse le temps normal de trajet entre le domicile et le lieu habituel de travail, il fait l'objet d'une contrepartie équivalente calculée sur le taux horaire du salarié.

La part de ce temps de déplacement professionnel coïncidant avec l'horaire de travail n'entraîne pas de perte de salaire.

### **Article 3**

#### *Domiciliation provisoire de certains salariés*

Il est ajouté au paragraphe 1 « Embauchage » de l'article 3 « Embauchage, essai, rupture du contrat et préavis » de la convention collective régionale du 9 juillet 1998, le paragraphe suivant :

« Tout salarié arrivant dans le département de la Guyane doit disposer immédiatement d'un domicile de son choix correspondant aux critères du troisième point du premier paragraphe de l'article 2 ci-dessus. Il lui est toutefois ouvert la possibilité d'une domiciliation provisoire au siège de son employeur. »

### **Article 4**

#### *Extension*

L'extension à la Guyane du présent avenant est demandée à la DTEFP Guyane par les parties au présent accord.

Fait à Cayenne, le 3 mai 2005.

(Suivent les signatures.)